

Comment investir la finance climatique directement dans les organisations paysannes



A PROPOS DE FFCA

L'[alliance Agriculture Familiale pour l'Action Climatique](#) (FFCA pour son acronyme anglais) est un réseau croissant de 11 organisations régionales et internationales d'agriculteurs familiaux du Sud qui représentent plus de 50 millions de producteurs dans plus de 90 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Pacifique.

Nous appelons les gouvernements et les bailleurs de fonds - publics et privés - à reconnaître le rôle essentiel que jouent les agriculteurs familiaux dans la mise en place de systèmes alimentaires durables et résilients au changement climatique.

Cette note d'information présente nos principales demandes de réforme des systèmes alimentaires en tant que volet majeur de l'action nationale et internationale en faveur du climat. À l'aide d'enquêtes et de consultations avec des dirigeants et des experts de dix organisations d'agriculteurs familiaux, elle aborde les obstacles qui entravent notre accès au financement et empêchent notre participation à l'élaboration des politiques et aux décisions financières. Elle comprend des recommandations spécifiques sur la manière dont les différentes parties prenantes, y compris les gouvernements, les organisations multilatérales et les institutions financières, peuvent répondre à nos demandes.

1. Introduction

L'[agriculture familiale](#) est un système de production agricole, forestière, halieutique, pastorale et piscicole qui est géré et exploité principalement par des familles utilisant de la main-d'œuvre familiale. Les organisations d'agriculteurs familiaux fonctionnent à la base et au niveau du district, au niveau national, régional et international, pour représenter un groupe diversifié d'agriculteurs - y compris les femmes, les jeunes et les peuples autochtones - au sein de structures démocratiques reposant sur les membres.

Il y a plus de [600 million](#) d'exploitations familiales à travers le monde. De celles-ci, [570 million](#) (84%) sont des petites exploitations de moins de deux hectares. Les agriculteurs familiaux de notre réseau comprennent des petits producteurs comme ceux-ci, ainsi que des familles cultivant de plus grandes superficies. Nous sommes unis par notre modèle d'agriculture familiale, et nos organisations fournissent des services essentiels à nos membres, tels que l'assistance technique, la défense de leurs intérêts, les services culturels, le partage des connaissances et l'accès au financement. Par exemple, nous encourageons les groupes d'épargne et gérons des coopératives financières, en fournissant des mécanismes financiers accessibles, adaptés au contexte local et fondés sur la confiance, qui améliorent les moyens de subsistance des agriculteurs.

Les agriculteurs familiaux jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la crise climatique - tant au niveau de l'adaptation que de l'atténuation - grâce à des pratiques agricoles résilientes, notamment l'agroécologie.

Nous définissons l'agriculture durable et résiliente au changement climatique en nous appuyant sur trois piliers clés : l'amélioration de la santé des sols, le renforcement de la biodiversité et la création de diverses sources de revenus. [Ces pratiques permettent de lutter contre le changement climatique](#) et de s'y adapter en réduisant les émissions, en stockant le carbone dans les sols et les plantes, en préservant la biodiversité et en développant des variétés de cultures tolérantes à la sécheresse et à la chaleur.

Cependant, bien que nous soyons en première ligne de la crise climatique et que nous jouions un rôle clé dans les chaînes d'approvisionnement nationales, régionales et mondiales, les agriculteurs familiaux ne reçoivent que très peu de soutien.

2. Les défis

Les agriculteurs familiaux mettent déjà en œuvre un grand nombre des solutions que le GIEC a mises en évidence comme étant nécessaires à la mise en place de systèmes alimentaires durables - en augmentant la résilience climatique, en renforçant la sécurité alimentaire et en soutenant les économies rurales. Pourtant, notre rôle essentiel est souvent négligé. Lorsqu'ils sont exclus des processus de prise de décision aux niveaux local, national, régional et international, les agriculteurs familiaux se voient refuser l'accès au type de financement et de soutien politique qui correspond aux besoins et aux contextes locaux.

Les flux actuels de financement pour la lutte contre le changement climatique ne parviennent pas directement aux organisations d'agriculteurs familiaux. Les fonds alloués aux pratiques agricoles durables sont également loin derrière.



En 2021, les petits agriculteurs familiaux n'ont reçu que 0,3 % du financement international pour le climat, soit une fraction des 368 milliards de dollars que nous les agriculteurs dépensons déjà pour l'adaptation au climat avec nos propres ressources qui s'amenuisent. La même année, seuls 19 % des financements publics internationaux pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont été consacrés à des pratiques durables et résilientes. Les principaux obstacles à l'accès direct au financement aux niveaux infranational, national et international sont les suivants :

- **Le manque d'inclusion et la participation limitée des organisations paysannes** dans les processus de prise de décision et dans la conception des fonds climatiques et de leurs objectifs ;
- **Des processus de candidature complexes et longs** pour les fonds mondiaux, avec des coûts de transaction élevés pour les organisations paysannes ;
- **Une connaissance limitée des gouvernements et des bailleurs de fonds** sur les systèmes de gouvernance des organisations paysannes et leur rôle dans la distribution du financement climatique au niveau de la base ;
- **Une approche à court terme du financement international qui n'est pas adaptée au secteur agricole** - où l'évolution des pratiques et des politiques nécessite beaucoup de temps - ce qui conduit à des attentes irréalistes en matière de suivi de l'impact. En outre, les produits financiers ne répondent pas aux besoins spécifiques des agriculteurs familiaux, tels que la saisonnalité des revenus agricoles et les cycles d'investissement ;
- **L'incertitude sur le régime foncier au niveau national et local**, ce qui complique la tâche des organisations qui souhaitent investir dans la production de denrées alimentaires ou de fibres ;
- **L'absence de cadres réglementaires appropriés et les longues exigences de formalisation pour les organisations paysannes**, ce qui signifie qu'elles ont du mal à être reconnues comme des entités officielles et sont entravées dans leur volonté de devenir des partenaires crédibles pour les institutions financières et les gouvernements ;
- **Le manque de ressources financières des organisations paysannes régionales** pour améliorer les connaissances financières de certaines organisations d'agriculteurs familiaux au niveau local.

3. Nos demandes

La mise en place de systèmes alimentaires durables et résilients, capables de nourrir les populations tout en relevant les défis du changement climatique, ne peut se faire sans nous.

Il est essentiel que les gouvernements, les donateurs, les institutions financières et les investisseurs reconnaissent **le rôle unique des agriculteurs familiaux**. Ils peuvent soutenir nos efforts en vue de libérer tout notre potentiel et de transformer les systèmes alimentaires :

- i) La reconnaissance et l'engagement significatif des organisations paysannes dans la prise de décision ;
- ii) Un financement plus important et plus pertinent pour les agriculteurs familiaux par l'intermédiaire de nos organisations
- iii) L'augmentation du financement climatique pour des pratiques agricoles durables et résilientes au changement climatique.

i) Reconnaissance et engagement significatif des organisations paysannes dans la prise de décision

Recommandations principales pour les gouvernements

- **S'assurer que les agriculteurs familiaux et leurs organisations sont impliqués dès le départ dans les processus décisionnels**, y compris dans l'élaboration des politiques et les décisions d'investissement :
 - Veiller à ce que les organisations paysannes disposent des informations et des données nécessaires pour participer de manière significative aux processus de prise de décision;
 - Organiser des réunions d'information et de sensibilisation sur les mécanismes politiques et financiers ;
 - Mettre à disposition des fonds pour organiser des réunions et des consultations avec les agriculteurs familiaux;
 - Soutenir des mécanismes solides de retour d'information aux agriculteurs familiaux sur les politiques et les programmes internationaux ;
- **Inclure les organisations paysannes dans la recherche et le développement** sur tout sujet lié aux systèmes alimentaires et aux questions de changement climatique ;
- **Veiller à ce que les voix des femmes et des jeunes agriculteurs soient entendues** dans les plateformes politiques ;
- **Mettre en place des cadres juridiques adaptés aux agriculteurs familiaux et leurs organisations**, notamment en ce qui concerne le régime foncier et l'accès aux services de soutien.

La Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et des producteurs agricoles (CTOP) rassemble 20 groupes de producteurs et plus d'un demi-million de membres. La CTOP a facilité le dialogue avec le Ministère de l'Agriculture et a réussi à faire en sorte que les propositions des agriculteurs familiaux soient incluses dans les politiques clés - y compris le projet de loi-cadre agricole nationale, la stratégie nationale prévue pour l'agroécologie et l'agriculture biologique au Togo, le développement d'unités de transformation agro-industrielles et les règlements d'application du code foncier et immobilier qui a été approuvé en 2018.

ii) Un financement plus important et plus pertinent pour les agriculteurs familiaux par l'intermédiaire de nos organisations

Recommandations pour les institutions financières publiques et privées

(banques, négociants, investisseurs, assureurs, etc.) dont le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Fonds vert pour le climat. (GCF).



- **Assurer un accès direct au financement pour les organisations paysannes** - sans intermédiaire - permettant une redistribution directe aux agriculteurs familiaux au niveau de la base par le biais de nos membres ;
- **Engager les organisations paysannes dans la conception des fonds climatiques** afin de s'assurer qu'ils répondent aux besoins et aux défis spécifiques des agriculteurs familiaux ;
- **Augmenter l'ampleur du financement destiné aux agriculteurs familiaux et concevoir des mécanismes spécifiques pour les subventions directes**, y compris les paiements pour les services écosystémiques ;
- **Augmenter la durée des investissements grâce à un financement prévisible et à plus long terme** (de 1 à 4 ans à 10 ans ou plus), ce qui est particulièrement important pour les cultures arboricoles et l'agroforesterie ;
- **Fixer des objectifs financiers clairs pour les fonds et fournir des indicateurs** afin de contrôler la quantité de financement climatique qui parvient aux organisations paysannes et de mesurer les progrès accomplis ;
- **Simplifier les processus de demande de financement et fournir une assistance technique** aux organisations paysannes sur la manière de se conformer aux exigences et de soumettre des propositions de projet ;
- **Améliorer la transparence et l'efficacité** en raccourcissant et en clarifiant les délais de demande et d'approbation des financements, et en veillant à ce que les fonds soient déboursés en temps voulu ;
- **Veiller à ce que les agriculteurs familiaux bénéficient d'assurances climatiques efficaces, équitables et accessibles pour leurs cultures et leurs petites entreprises** afin de pouvoir faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes ;
- **Proposer des taux d'intérêt plus bas aux organisations paysannes** afin d'encourager l'investissement dans des pratiques durables et la diversification économique ;
- **Reconsidérer les méthodes de remboursement pour soutenir la planification à long terme**, car l'intégration des cultures arboricoles dans l'agriculture renforce la résistance au climat, séquestre le carbone et favorise la biodiversité, mais il faut beaucoup plus de temps pour récolter les fruits des arbres et les agriculteurs doivent disposer d'un environnement financier favorable pour planifier à long terme ;
- **Augmenter les investissements dans la production de cultures et d'arbres diversifiés** au niveau de l'exploitation afin de créer un environnement financier favorable pour les agriculteurs, plutôt que de se concentrer uniquement sur l'après récolte ;
- **Envisager des mesures financières innovantes adaptées aux organisations paysannes**, comme de nouveaux types de garanties pour les prêts basés sur les actifs.

Recommandations pour les gouvernements

- **Soutenir et faciliter l'accès direct au financement** par le biais de services financiers et de soutien aux entreprises, et promulguant un marché pour les cultures locales sous-utilisées ;
- **Donner la priorité aux investissements dans des projets menés par des organisations paysannes** afin de s'assurer que les ressources financières soient dirigées vers des initiatives durables et efficaces qui répondent aux besoins locaux ;
- **Veiller à ce que les agriculteurs familiaux bénéficient d'une assurance climatique efficace, équitable et accessible** pour leurs cultures et leurs petites entreprises;
- **Investir dans des initiatives de renforcement des capacités** afin de donner aux coopératives financières les moyens de conduire la transformation des systèmes alimentaires et l'action climatique ;
- **Soutenir les agriculteurs familiaux et les petites & moyennes entreprises** en mettant en œuvre des politiques d'achat préférentielles du gouvernement, des subventions, des allègements fiscaux et des fonds renouvelables pour les aider à concurrencer l'agriculture à grande échelle et les entreprises étrangères.

Au Guatemala, la Fédération des coopératives des Verapaces, ou Fedecovera, soutient 100 000 personnes. Elle fournit un accès au crédit auprès de banques telles que Banrural, gère son propre programme de crédit financé par l'épargne accumulée et met ses membres en contact avec des programmes d'incitation. Ces mesures d'incitation sont cruciales, car les mécanismes conventionnels de financement des prêts sont souvent inadaptés aux projets d'agroforesterie en raison du long délai nécessaire pour que les arbres arrivent à maturité et deviennent viables pour le remboursement du prêt.

Pour encourager les entreprises arboricoles au Mozambique, les programmes de crédit gouvernementaux ont allongé les périodes de remboursement à 5-10 ans. Les ajustements de ce type, y compris l'introduction de périodes de grâce, peuvent être déterminants pour l'accès au crédit d'une organisation de producteurs forestiers et agricoles.

iii) L'augmentation du financement climatique pour des pratiques agricoles durables et résilientes au changement climatique

Principales recommandations pour les gouvernements et les institutions financières

- **Augmenter l'ampleur du financement** et garantir un soutien financier direct aux pratiques résilientes au climat qui préservent la nutrition et la biodiversité ;
- **Engager de manière significative les organisations paysannes** pour développer des politiques et des interventions qui soutiennent la transition vers une agriculture durable et s'alignent sur les besoins locaux - y compris en donnant aux agriculteurs familiaux les moyens de co-développer la recherche et l'innovation, plutôt que de se contenter d'un simple transfert de technologie ;
- **Accroître le soutien politique et financier** pour diversifier les revenus des exploitations agricoles en garantissant aux agriculteurs familiaux une plus grande indépendance financière et des opportunités de valeur ajoutée, tout en leur permettant de répondre à la demande des consommateurs.

La Concertation Nationale des Organisations Paysannes au Cameroun (CNOP-CAM) gère un fonds de crédit renouvelable par l'intermédiaire d'une coopérative agricole qui offre des prêts à faible taux d'intérêt à ses membres pour les aider à mettre en œuvre des solutions agroécologiques. En partenariat avec le gouvernement et des ONG, et avec le soutien du Fonds pour l'agroécologie depuis 2021, la CNOP-CAM se concentre particulièrement sur les femmes et les jeunes agriculteurs. Une deuxième subvention en 2023 a permis d'établir un fonds dédié pour améliorer l'accès au crédit des agricultrices, dans le but d'augmenter la production agroécologique, de renforcer les compétences techniques et de soutenir la commercialisation des produits.

4. En route pour la COP30

La 30e session de la Conférence des Parties (COP30) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, qui se tiendra au Brésil en 2025, est une occasion majeure d'accélérer l'action climatique tout en faisant entendre la voix des agriculteurs familiaux du monde entier. L'organisation de la COP30 au cœur de l'Amazonie mettra en lumière les menaces critiques qui pèsent sur le climat et la biodiversité, ainsi que les solutions mises en œuvre par les agriculteurs familiaux pour lutter contre les graves conséquences du changement climatique et s'y adapter.

Il sera essentiel de demander des comptes aux décideurs politiques avant la COP30 pour s'assurer que les systèmes alimentaires, l'agriculture et la sécurité alimentaire restent prioritaires et que les systèmes alimentaires sont pleinement intégrés dans les engagements nationaux en matière de climat - appelés contributions déterminées au niveau national.

Recommandations clés pour la CCNUCC, les parties et les gouvernements

- **Veiller à ce que les systèmes alimentaires, l'agriculture et la sécurité alimentaire restent en tête de l'agenda politique lors de la COP30 ;**
- **Intégrer les systèmes alimentaires durables dans les plans climatiques nationaux** tels que les contributions déterminées au niveau national (CDN), les plans d'adaptation nationaux (PAN) et les stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité (SPANB) ;
- **Veiller à ce que le nouvel objectif de financement climatique New Collective Quantified (NCQG)** reconnaisse l'ampleur du besoin de financement pour soutenir la transformation des systèmes alimentaires et se concentre sur le soutien à l'agroécologie et aux petits producteurs d'aliments dans le Sud ;
- **S'assurer que l'objectif mondial sur l'adaptation - un cadre essentiel pour fixer des objectifs sur ce à quoi ressemble une bonne adaptation** - contienne des objectifs et des indicateurs spécifiques, quantifiés et mesurables qui répondent aux besoins des agriculteurs familiaux et garantissent la transition vers des systèmes alimentaires durables.

L'Agriculture Familiale pour l'Action Climatique est une alliance d'organisations d'agriculteurs familiaux représentant plus de 50 millions de producteurs d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Pacifique.



L'Agriculture Familiale pour l'Action Climatique est soutenue par:
Foundation for Farmers Organisations and Restorative Action
L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature

Contact:
familyfarmersclimateaction.org/fr
info@familyfarmersclimateaction.org